



Les recensions de l'Académie de février 2026¹

Bouaké : le dernier cold case de la Françafrique / Thomas Hofnung

Éd. Fayard, 2024

Cote : 69.204

L'auteur, journaliste, connaît bien les problèmes politiques de l'Afrique et ceux liés à la défense. En 2004, envoyé par Libération en Côte d'Ivoire pour couvrir les événements de la tragique nuit de Bouaké, le 5 novembre 2004, Thomas Hofnung est arrivé sur le terrain peu après l'attaque de la base militaire française par l'armée ivoirienne.

Ce livre est écrit dans un style clair et dépouillé, organisé en deux parties rendant compte du déroulé des événements tant à Bouaké que des conséquences immédiates dans et autour de la capitale, sur les principaux acteurs, les habitants tant ivoiriens que français. Cette présentation inclut les réactions des principaux acteurs des événements, explicités par un bref rappel des tractations ayant précédé ces événements entre ivoiriens et français, à la lumière de la personnalité du Président Laurent Gbagbo.

A la fin de l'année 2004, le Président préparait une attaque pour reprendre le nord du pays aux rebelles. Pour appuyer ces opérations, l'armée française avait installé une antenne à Bouaké, dans le Lycée Descartes. Lors de l'attaque du 5 novembre, plusieurs militaires français y furent touchés, parfois mortellement. Alors débuta une série de contradictions : qui en était le responsable ? Et les intentions du chef de l'État ne paraissaient pas claires, celles de la France, non plus. Cette dernière, en représailles, fit détruire l'aviation militaire garée à Abidjan. Cela provoqua en urgence l'exfiltration de 8 000 résidents français qui furent rassemblés sur la base du RIMA proche de l'aéroport, alors que les habitants d'Abidjan se soulevaient.

Le 16 novembre, l'arrestation de mécaniciens slaves à la frontière du Ghana et du Togo, ajouta à la confusion, renvoyant chacun à ses responsabilités. Alors, les médias ont été réduits au silence. La question se posait de savoir si ce bombardement avait été intentionnel ? Les autorités françaises parlaient alors de méprise.

Au lendemain du 5 novembre, dans les rues d'Abidjan, les pillards étaient à l'œuvre. Les blindés français venant de Bouaké se fourvoyèrent dans les rues d'Abidjan et se retrouvèrent à l'Hôtel Ivoire, devant faire feu pour se dégager. Le parti présidentiel en tira avantage. Le responsable des Jeunes Patriotes, Charles Blé Goudé, convoqua la presse internationale dans une ambiance de guet-apens. Puis rendez-vous fut pris avec Laurent Gagbo pour parler des relations entre Côte d'Ivoire et France, et ce fut difficile. Le Président usa d'images pour souligner la violence de l'intervention française, avec la Force Licorne, retournant l'opinion contre les Français.

Sur quels documents peut-on s'appuyer pour saisir la complexité des situations, notamment côté français ? Car il faut tenir compte de la personnalité des officiers, de leurs appréciations des instructions reçues, également des directives et des intérêts de Paris, tout cela sous l'œil de l'Ambassadeur de France à Abidjan, les autorités civiles et militaires étant tenues à l'écart. Si une enquête judiciaire a été ouverte à Paris, elle connut bien des péripéties et vit passer plusieurs juges d'instruction. En sous main en Côte d'Ivoire, œuvrait des personnages intrigants.

En 2016, après la chute de Laurent Gagbo, une nouvelle juge d'instruction hérita du dossier. Persuadée que les anciens ministres cachaient la vérité, par ordonnance, elle les renvoya devant la Cour de justice de la République.

En 2021, beaucoup voulaient connaître la vérité : parties civiles, survivants de Bouaké. Beaucoup de témoins étaient absents. Ainsi, impossible de savoir qui est à l'origine de la frappe du Lycée Descartes. L'un des principaux officiers d'alors, le colonel Destremeau, insistait sur le fait qu'elle était le résultat d'une erreur, ayant déclenché une cascade d'autres. Plusieurs officiers français soulignèrent le non recours à la diplomatie. L'Ambassadeur français, Le Lidec, affirmait à la barre le contraire. Les généraux se renvoyèrent la balle. Les ministères de l'époque se terrèrent dans la passivité, évoquant des pertes de souvenirs, faisant tout pour enterrer l'affaire. Le verdict du tribunal fut flou. Il ressort que Bouaké a été un piège, la France intervenant mal à propos, ses dirigeants peinant à ajuster son action avec l'Afrique actuelle.

L'auteur rappelle son étonnement face à la dissimulation de la vérité et pense qu'il est indispensable que les responsabilités soient assumées pour pouvoir aboutir à l'apaisement.

Josette Rivallain